

2^e les retenues et versements à opérer conformément à l'article 10 de la loi précitée.

Les renseignements requis à cette fin sont notamment ceux relatifs :

a) à l'identification du travailleur, de l'employeur en faillite ou bénéficiant d'un concordat judiciaire par abandon d'actif et du nouvel employeur;

b) à la date de la faillite ou du concordat judiciaire par abandon d'actif et à la date de la reprise de l'actif;

c) à la date de la fin du contrat chez l'ancien employeur et à la date de l'engagement chez le nouvel employeur;

d) au montant du salaire de référence,

y compris éventuellement tous autres renseignements ou documents permettant au Fonds de liquider l'indemnité de transition.

Art. 3. Le travailleur, le curateur, le liquidateur et le nouvel employeur mentionnent les renseignements appropriés sur le formulaire, les certifient exacts et les signent conjointement.

Art. 4. Le formulaire est introduit auprès du Fonds par le travailleur ou en son nom par l'organisation professionnelle de travailleurs à laquelle il est affilié.

Art. 5. Le paiement est effectué au travailleur par le Fonds, par virement sur son compte postal ou bancaire. Il peut, toutefois, à la demande du travailleur, être effectué par assignation postale. Le coût de l'assignation postale est à charge du travailleur.

Art. 6. A l'occasion des paiements effectués par le Fonds, le travailleur reçoit du Fonds :

1^o un décompte conforme aux dispositions de l'arrêté royal du 27 septembre 1966 déterminant pour le secteur privé les renseignements que doit contenir le décompte remis au travailleur lors de chaque règlement définitif de la rémunération;

2^o le bon de cotisation à l'assurance contre la maladie et l'invalidité se rapportant à la période couverte par l'indemnité de transition;

3^o une fiche individuelle relative à l'indemnité de transition accordée dans l'année civile concernée suivant les directives fiscales en vigueur.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er août 1985.

Art. 8. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 1518

2 AOUT 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2, § 1er, 4^e;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 17;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale donné le 11 janvier 1985;

Vu l'avis du Conseil national du travail n° 801 donné le 5 février 1985;

2^e de inhouding en stortingen die overeenkomstig artikel 10 van voornoemde wet moeten worden gedaan.

De hiervoor vereiste inlichtingen zijn onder meer deze die betrekking hebben op :

a) de identificatie van de werknemer, van de werkgever die failliet is of die het voordeel geniet van een gerechtelijk akkoord door boedelafstand en van de nieuwe werkgever;

b) de datum van het faillissement van het gerechtelijk akkoord door boedelafstand en de datum van overname van het actief;

c) de datum van het einde van de overeenkomst bij de vroegere werkgever en de datum van aanwerving bij de nieuwe werkgever;

d) het bedrag van het referentieloon, desgevallend met inbegrip van alle andere inlichtingen of documenten die het Fonds moeten toelaten de overbruggingsvergoeding te betalen.

Art. 3. De werknemer, de curator, de vereffenaar en de nieuwe werkgever vermelden de passende inlichtingen op het formulier, verklaren die juist en ondertekenen die gezamenlijk.

Art. 4. Het formulier wordt bij het Fonds ingediend door de werknemer, of in zijn naam door de vakorganisatie van werknemers waarbij hij is aangesloten.

Art. 5. De betaling door het Fonds aan de werknemer gebeurt door overschrijving op zijn post- of bankrekening. Op aanvraag van de werknemer kan de betaling door middel van een postassignatie worden gedaan. De kosten van de assignatie komen ten laste van de werknemer.

Art. 6. Ter gelegenheid van de betalingen door het Fonds, ontvangt de werknemer van het Fonds :

1^o een afrekening conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 september 1966 tot vaststelling, wat de particuliere sector betreft, van de gegevens die de afrekening moet bevatten welke bij elke definitieve betaling van het loon aan de werkgever overhandigd wordt;

2^o de bijdragebon voor de ziekte- en invaliditeitsverzekering, met betrekking tot de periode gedekt door de overbruggingsvergoeding;

3^o een individuele fiche betreffende de voor het betrokken kalenderjaar toegekende overbruggingsvergoeding volgens de vigerende fiscale richtlijnen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1985.

Art. 8. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 1518

2 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen dij nu zijn en hierna wesen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 2, § 1, 4^e;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 17.

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid gegeven op 11 januari 1985;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad nr. 801 gegeven op 5 februari 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence,

Considérant la nécessité de mettre d'urgence un terme à la situation sociale embrouillée, dans laquelle les personnes se trouvent qui ont une occupation accessoire sur le plan social, culturel ou sportif, et d'informer les intéressés de leurs obligations administratives.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. Sont soustraits à l'application de la loi, pour autant que l'occupation visée soit exercée accessoirement à une autre occupation réputée principale et pour autant que cette occupation exercée accessoirement ne dépasse pas 25 journées de travail au cours d'une année civile :

1° l'Etat et les Communautés et les personnes qu'ils occupent à un travail comportant des prestations accomplies :

a) en qualité de chef responsable, d'intendant, d'économie, de moniteur ou de moniteur adjoint dans les cycles de vacances sportives organisées pendant les vacances scolaires, les journées ou parties de journées libres dans l'enseignement, ou comme animateur d'activités socio-culturelles et sportives pendant les journées ou parties de journées libres dans l'enseignement.

b) sous forme d'initiation, de démonstration ou de conférence qui ont lieu après 16 h 30 ou pendant les journées ou parties de journées libres dans l'enseignement.

2° la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française (R.T.B.F.), le « Belgische Radio en Televisie, Nederlandstalige uitzendingen » (B.R.T.) et la « Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum » (B.R.F.) ainsi que les personnes qui, reprises dans le cadre organique de leur personnel, sont en outre occupées en qualité d'artistes;

3° les organisateurs de colonies de vacances, plaines de jeux et camps de sport et les personnes qu'ils occupent en qualité d'intendant, d'économie, de moniteur ou de surveillant exclusivement pendant les vacances scolaires;

4° les organisations reconnues par un Ministère de l'Education ou un Ministère des Communautés qui ont pour mission de dispenser une formation socio-culturelle et/ou une initiation sportive et les personnes que ces organisations occupent comme animateur, chef ou moniteur, soit en dehors des heures normales de travail ou scolaires ou pendant les vacances, soit pendant 25 jours au maximum par an;

5° les pouvoirs organisateurs des écoles subsidiées par l'Etat et les personnes qu'elles occupent comme animateurs d'activités socio-culturelles et sportives pendant les journées ou parties de journées libres dans l'enseignement.

Est réputée principale toute activité professionnelle que les personnes intéressées exercent en dehors des heures, des jours et des périodes visées à l'alinéa 1er.

Est réputée une activité principale en outre, le fait de remplir les conditions pour avoir droit aux allocations de chômage, visées aux articles 118 à 125 bis de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage ainsi que le fait de remplir les conditions d'admission au bénéfice des allocations d'attente visées à l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif à l'octroi d'allocations d'attente aux jeunes travailleurs, non-chefs de ménage, qui ont terminé leurs études.

Art. 2. Cet arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 2 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi:
Le Ministre des Affaires sociales :

J.-L. DEHAENE

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende de noodzaak om dringend een einde te maken aan de onduidelijke toestand op sociaal zekerheidsgebied waarin personen zich bevinden die bijkomstige prestaties verrichten op sociaal, cultureel of sportief vlak, en de betrokkenen op de hoogte te brengen van hun administratieve verplichtingen.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. Aan de toepassing van de wet worden ontrokken voor zover de bedoelde betrekking als bijkomstige betrekking bij een als hoofdzakelijk beschouwde betrekking wordt uitgeoefend en voor zover deze bijkomstige betrekking in de loop van een kalenderjaar 25 arbeidsdagen niet overschrijdt :

1° het Rijk en de Gemeenschappen en de personen die zij tewerkstellen in een betrekking die arbeidsprestaties meebrengt, verricht :

a) als verantwoordelijk leider, beheerder, huismeester, monitor of adjunct-monitor in de cyclussen voor vakantiesport tijdens de schoolvakanties, de vrije dagen of de gedeelten in het onderwijs, of als animator van socio-culturele en sportactiviteiten tijdens de vrije dagen of daggedeelten in het onderwijs.

b) bij wijze van inleiding, aanschouwelijke voordracht of lezing, die plaats hebben na 16 u 30 of tijdens de vrije dagen of daggedeelten in het onderwijs.

2° de Belgische Radio en Televisie, Nederlandstalige uitzendingen (B.R.T.), de « Radio-Télévision culturelle française » (R.T.B.F.) en de « Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum (B.R.F.) » alsmede de personen die, in hun organiek personeelskader opgenomen, daarenboven in hoedanigheid van artiest tewerkgesteld worden;

3° de inrichters van vakantiekolonies, speelplassen en sportkampen en de personen die zij als beheerder, huismeester, monitor of bewaker, alleen tijdens de schoolvakanties tewerkstellen;

4° de door een Ministerie van Onderwijs of een Gemeenschapsministerie erkende organisaties die zich bezighouden met het verstrekken van socio-culturele vorming en/of sportinitiatie en de personen die deze organisaties tewerkstellen als animator, leider of monitor, hetzij buiten de normale werk- en schooluren of tijdens de vakanties, hetzij gedurende maximum 25 dagen per jaar;

5° de inrichtende machten van scholen, gesubsidieerd door de Staat, en de personen die zij tewerkstellen als animator van socio-culturele en sportactiviteiten tijdens de vrije dagen of daggedeelten in het onderwijs.

Als hoofdzakelijke betrekking wordt beschouwd elke beroepsactiviteit die de betrokken personen buiten de in het eerste lid bedoelde uren, dagen en periodes uitoefenen.

Wordt tevens als hoofdzakelijke betrekking beschouwd, het vervullen van de voorwaarden om gerechtigd te zijn op werkloosheidstuizingen zoals bedoeld bij de artikelen 118 tot en met 125 bis van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid alsmede het vervullen van de voorwaarden om toegelaten te worden tot het genot van wachttuizingen zoals bedoeld bij het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de toegekening van wachttuizingen aan jonge werknemers, niet-gezinshouders, die hun studies beëindigd hebben.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 2 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken :
J.-L. DEHAENE